

# COMPTE RENDU FESSENHEIM

29 juin 2018

---

## 1/ Présentation de l'initiative

**Organisateur(s)** : M. Raphaël SCHELLENBERGER, Député du Haut-Rhin

**Intitulé de l'évènement** : Réunion sur l'avenir de la politique énergétique dans le cadre du débat public sur la PPE

**Date et Lieu** : Vendredi 29 juin 2018 à Fessenheim

**Forme de l'initiative** : Réunion de travail

## 2/ Déroulement

### **Le débat public a-t-il été présenté pendant l'initiative ?**

L'inscription de cette réunion de travail dans le cadre du débat public a été présentée en ouverture de la présente réunion ainsi qu'à travers l'invitation envoyée en amont de l'évènement.

**Les participants ont-ils eu accès au dossier du maître d'ouvrage et au rapport du CESE ?  
Le message du ministre et la petite vidéo de présentation de la Commission ont-ils été diffusés ?  
Le questionnaire a-t-il été distribué et combien ont été recueillis à la sortie ?  
Quels autres documents ont été distribués ?**

Ces documents et le lien vers le dossier complet préparé par la CNDP ont été transmis par courrier électronique aux participants en amont de la réunion de travail.

## **Interventions, parole à la salle, synthèses, conclusions**

**Qualité des intervenants : fonctions et qualités. L'Etat avait-il des représentants dans la salle et ont-ils répondu à des questions ?**

**Combien de personnes étaient présentes : élus, entreprises, associations, grand public, etc.) ?**

M. Michel HABIG, membre de la CNDP et Vice-Président du Conseil départemental du Haut-Rhin, était présent, introduisant les débats en précisant le rôle du débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Une vingtaine de personnes a pris part à cette réunion, réunissant élus locaux confrontés aux enjeux énergétiques, distributeurs et fournisseurs d'énergie ayant des activités sur le territoire, gestionnaires de réseaux, représentants syndicaux et agricoles.

La réunion était animée par un modérateur, journaliste et animateur de conférence spécialiste des questions énergétiques.

**Comment la salle était-elle disposée ?**

L'ensemble des participants était installé autour de la table du conseil municipal de la Mairie de Fessenheim afin de permettre des échanges directs entre interlocuteurs et d'ainsi favoriser le débat.

**Combien de participants se sont exprimés ? Par écrit ou par oral ? Par internet ?**

Tous les participants ont pris la parole en début de réunion ainsi qu'en conclusion. Le modérateur a veillé, pendant les débats, à une juste répartition des temps de parole.

**Ambiance générale : Un questionnaire de satisfaction a-t-il été distribué ? Quelques points de vue de participants ont-ils été recueillis à la sortie ?**

*Joindre les documents de communication, flyers, invitations, revue de presse, photographies, enregistrements audio ou vidéo de l'événement*

*Lien sur lequel on peut trouver des informations sur l'évènement*

### 3/ Contenu des échanges

Parmi les quatre enjeux soumis au débat par la CNDP, la présente réunion a porté sur la thématique suivante :

*« En termes de bouquet énergétique et de mix électrique, quel(s) chemin(s) doit-on et peut-on emprunter dès à présent et à l'horizon de la PPE ? »*

- Dans ce cadre, l'angle d'appréhension du sujet s'est notamment porté sur la **notion d'échelle de pertinence** en matière de définition et de mise en œuvre d'une politique énergétique. Si une logique de décentralisation progresse, il convient toutefois d'interroger son efficacité et de déterminer l'échelle la plus adaptée.
  - Plusieurs participants ont souligné les économies d'échelle importantes que permettait un système centralisé de production et de consommation d'électricité, appuyé sur le réseau ayant été mis en place, ainsi que le caractère centralisé, par nature, de la production d'énergie nucléaire ou des grandes installations éoliennes ;
  - Un rééquilibrage centralisé/décentralisé est toutefois observé par l'ensemble des participants, autour de circuits plus courts mariant local et national ;
  - Les notions d'équilibre et d'intégration au réseau d'un tel équilibre en mouvement apparaissent comme des enjeux à définir ;
  - L'atteinte de résultats ambitieux en matière de production d'énergie renouvelable semble difficilement atteignable par de seules petites productions locales et doit s'appuyer sur cet équilibre centralisé/décentralisé à définir ;
  - Plusieurs professionnels ont également souligné la complexification des réseaux et la gestion du modèle entraînée par l'intégration d'énergie produite de façon décentralisée. Un des participants considère l'injection dans le réseau de distribution d'énergie renouvelable issue de petites sources de production comme de l'énergie fatale ;
  - La qualité de l'anticipation pour s'assurer d'avoir les moyens de gérer l'équilibre du réseau, en intégrant le fait que de plus en plus d'acteurs deviennent consommateurs, doit être grande ;
  - Il est souligné qu'à ce stade de développement, le système de stockage reste le réseau de transport et donc les sources de production centralisée. La définition du stockage sur le réseau de distribution apparaît ainsi comme l'un des enjeux soulevés dans le cadre de ces échanges.
  - Le coût de l'accès au réseau est identifié par plusieurs participants comme un frein.
  
- L'ensemble des participants a rappelé au cours des échanges que **la priorité, guidant la**

**transition énergétique, était la lutte engagée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre** de notre modèle énergétique.

- Il va donc falloir, pour atteindre les objectifs définis, réduire la part des énergies fossiles consommées en France ;
  - A cet égard, les participants rappellent largement que le débat autour de la programmation pluriannuelle de l'énergie doit porter sur l'ensemble du mix énergétique français et ne pas se concentrer seulement sur le mix électrique, aujourd'hui déjà faiblement émetteur de CO2 comparativement aux énergies fossiles ;
  - Le transport et le bâtiment sont identifiés comme deux secteurs majeurs dans le cadre de la transition énergétique. Les moyens accordés à cet effort de transition sont analysés par plusieurs participants comme insuffisants par rapport aux objectifs définis.
- L'adaptation des réseaux à un système davantage décentralisé et les échanges sur la place de l'électricité dans un nouveau mix énergétique moins carboné ont également interrogé **l'intégration des énergies renouvelables à ces mêmes réseaux**.
    - Plusieurs participants se sont montrés confiants quant à la capacité d'intégrer une montée en puissance des énergies renouvelables au réseau électrique, à condition, notamment, d'anticiper et d'accompagner ce mouvement ;
    - A l'inverse, il apparaît qu'un changement brusque et violent, sans préparation, soulèverait à cet égard des difficultés difficilement surmontables pour le réseau ;
    - L'importance de la visibilité, de l'anticipation, de la projection selon une échelle de temps précisée et du rythme est ainsi soulignée par de nombreux participants.
  - La **garantie d'un équilibre entre production et consommation d'une électricité de qualité** est apparue comme un point d'attention important dans le cadre des travaux à conduire en matière de transition énergétique.
    - La préservation d'un tel équilibre doit être poursuivie tant à l'échelle nationale que locale ;
    - Les participants s'accordent à dire qu'il faut de l'énergie en quantité et de qualité suffisantes. Il est notamment rappelé à cette occasion le lien entre activité économique, installation d'industries, et garantie d'un réseau équilibré et performant sur le territoire.
  - **Sur l'évolution de la consommation d'énergie :**
    - Un participant souligne qu'il convient d'abord de s'intéresser aux usages, à la consommation pour ensuite mettre les moyens de production en face, rappelant que les économies d'énergie pouvaient également se traduire par la réalisation d'économies sur la facture des consommateurs ;
    - Un échange s'est noué autour de la capacité des industries à réaliser des économies d'énergie et à s'inscrire dans un mouvement de réduction de la consommation alors même que la logique économique les conduit probablement déjà, dans leur gestion, à réduire autant que de possible le coût de l'énergie dans leur production.
      - Des leviers d'optimisation de leur consommation d'énergie sont toutefois

identifiés par plusieurs participants avec la valorisation de l'énergie fatale comme option. Il est notamment souligné la pertinence de construction de réseaux d'énergie mixte autour des installations pour un échange au format circuit court. Il est donné, pour illustrer cela, l'exemple d'une fonderie récupérant de l'énergie fatale pour alimenter un quartier proche. Ceci peut s'appliquer de façon plus large, avec une démarche intelligente d'intégration des solutions dans un territoire ;

- Ces solutions posent la question de la compétence, qui doit parfois être créée, pour leur mise en œuvre et reposent sur l'atteinte d'un équilibre financier. Plusieurs participants soulignent l'importance d'une rentabilité économique pour mettre en œuvre ce type de comportements.
  - Ces échanges sur l'articulation entre activité économique et installations énergétiques ont également permis de faire émerger une réflexion plus large relative au rôle de l'urbanisme, soulignant la nécessité de mobiliser au maximum les réseaux existants et de bâtir des équilibres autour de synergies d'acteurs. Une coopération avec les agences de l'urbanisme est ainsi suggérée.
  - Il est souligné le fait qu'une réduction de la consommation d'énergie avec une décarbonation du mix énergétique conduira à une progression de la consommation d'électricité. Il conviendrait alors de distinguer baisse de la consommation d'énergie d'une part et possible progression de la consommation d'électricité d'autre part.
- **Le prix de l'énergie et le besoin de définir un modèle adapté au défi que constitue la lutte contre la précarité énergétique** sont apparus comme des sujets de préoccupation à plusieurs reprises dans le cadre de ce débat.
  - Une intervention, appuyée par d'autres analyses allant dans le même sens, témoigne de la capacité pour **l'agriculture d'être un acteur à part entière de la transition énergétique**.
    - Sur le renouvelable, l'agriculteur, via notamment la biomasse, et le digestat, doit être présent ;
    - Toutefois, si un agriculteur veut aller sur la méthanisation par exemple, il s'agit d'un autre métier, celui de producteur d'énergie. Il faut des compétences pour gérer un méthaniseur et devenir producteur d'énergie. La notion d'accompagnement est ainsi soulevée ;
    - Les lourdeurs administratives sont décrites comme un frein à l'orientation vers ces solutions qu'il convient de lever pour faciliter le mouvement et encourager les agriculteurs à prendre un chemin qui peut également constituer pour eux une source de revenu supplémentaire ;
    - Au delà de la question purement énergétique, la meilleure acceptation sociale des activités agricoles, notamment en zone péri-urbaine, via le retraitement des déchets en source d'énergie est également décrite comme une vertu plaidant en faveur de telles solutions ;
    - Un partage des risques, avec une meilleure mutualisation entre acteurs impliqués, un accompagnement et des charges administratives moins lourdes apparaissent ainsi comme des pistes d'amélioration pour encourager et développer le rôle de l'agriculture française dans la transition énergétique.

- **Points d'attention :**
  - Un participant soulève la problématique des **batteries produites dans des pays moins exigeants que la France en matière de protection de l'environnement**. La transition énergétique et ses orientations doivent intégrer l'ensemble du cycle, étant entendu que le défi posé par le réchauffement climatique s'évalue à l'échelle mondiale ;
  - L'importance d'un effort de pédagogie à l'attention de la société sur les questions énergétiques et le système énergétique français est également apparu comme l'un des enjeux soulevé au cours de cette réunion de travail. Les grandes orientations énergétiques, appuyées sur une évolution de comportements individuels, impliqueront nécessairement **un besoin d'adhésion des citoyens** au projet proposé pour permettre de l'atteindre.

## 4/ Evaluation de la portée et des résultats de l'évènement

**Pensez-vous que les participants sortent de l'évènement avec une vision plus claire des enjeux centraux de la PPE ? Sur quels points ? Vos commentaires :**

Les participants, tous acteurs engagés dans le secteur de l'énergie, étaient déjà pleinement conscients des enjeux liés à la prochaine PPE. Cette réunion locale a permis de confronter des points de vue, de partager des analyses et d'échanger sur des bonnes pratiques et cas concrets observés sur le territoire pour nourrir le débat national sur le sujet.

**D'après vous quels sont les différents messages envoyés par les participants au gouvernement dans le cadre de l'élaboration de la PPE ? Lister et détailler ces points.**

- Le caractère prioritaire de la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans la définition d'une politique énergétique ;
- L'importance d'une vision globale, intégrant le mix électrique, mais élargie à l'ensemble du mix énergétique ;
- La préservation de l'équilibre entre production et consommation d'énergie ;
- La garantie de qualité de l'énergie ;
- La vision, le rythme de la transition et les projections doivent être claires ;
- L'adhésion de la population aux grandes orientations est une condition indispensable de la réussite de la transition.

## 5/ Espace complémentaire d'expression